

Frédéric BURNIER FRAMBORET Maire d'Albertville

> Madame Sylvie JANDRIEUR Préfecture de la Savoie Bureau du Cabinet Pôle sécurité et ordre publics

<u>anne-sophie.mach@interieur.gouv.fr</u> <u>pref-cabinet-sop@savoie.gouv.fr</u>

Albertville, le 29 mai 2018

Nos réf. : FBF/AP/DD/YFC

Objet : demande de prolongation d'utilisation de caméras mobiles aux agents de la Police Municipale d'Albertville.

## Madame,

J'ai bien pris connaissance de votre courriel en date du 24 mai 2018 au sujet de l'utilisation des caméras mobiles par les agents de la Police Municipale d'Albertville et sachez que celui-ci a retenu toute mon attention.

En effet, l'arrêté préfectoral du 13 mars 2017 autorise l'enregistrement audiovisuel des interventions par les agents de la Police Municipale.

Dans le cadre de la loi 2016-731 du 3 juin 2016, l'article 114 renforce la lutte contre le crime ainsi que le terrorisme et améliore les garanties de procédure pénale à autoriser les agents de la Police Municipale à utiliser des caméras mobiles pour une durée expérimentale de deux ans.

L'article 1 du décret 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'usage de caméras individuelles, dans le cadre des interventions des agents, prévoit que cette expérimentation prendra fin à la date du 3 juin 2018.

Passée cette date, les agents de la Police Municipale ne pourront plus faire usage de leur caméra pour l'enregistrement audiovisuel de toute intervention.

Force est de constater que l'utilisation de cet outil, par les agents de la Police Municipale, reste un atout majeur et efficace qui conduit, sans conteste, vers un bilan positif.

En effet, le simple fait que les agents de Police Municipale en soient équipés, permet de figer tout excès de comportement, tant des personnes que des agents en intervention lors d'un relevé d'infraction au stationnement ou de contrôle sur infraction au code de la route ou lors d'intervention avec la Police Nationale ou encore lors de patrouille d'ilotage dans les quartiers sensibles.

Depuis la date du 13 mars 2017, qui a autorisé les agents de la Police Municipale au port de cette caméra mobile, il n'y a eu aucun procès verbal d'outrage relevé.

.../...



Tous les éventuels enregistrements sont remisés sur un serveur dédié et sont écrasés systématiquement dans les délais prévus par le décret. Il est également à noter qu'il n'y a aucun enregistrement en attente et qu'aucune demande de relecture n'a été faite par les services autorisés.

Pour ces motifs, je demande la reconduite de l'autorisation, pour l'utilisation des caméras mobiles par les agents de la Police Municipale d'Albertville, au-delà de la date du 3 juin 2018.

Vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à cette demande,

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes respectueuses salutations.

Frédéric BURNIER FRAMBORET

<u>David.foltz@interieur.gouv.fr</u>, <u>julien.rancon@interieur.gouv.fr</u>,